

"Seule la démocratie peut contenir la marée intégriste au Maroc"

Q.: A votre arrivée à Paris, vous avez déclaré que le système politique marocain était en crise ? Voyez-vous aujourd'hui le Maroc différemment depuis la barrière de l'exil ?

R.: Le changement de gouvernement au Maroc est conditionné par les problèmes mis en avant par les partis de l'opposition concernant le manque de garanties dû à l'actuel système semi-féodal, particulièrement du fait de la gestion du Ministre de l'Intérieur, Driss Basri.

Q.: Persistez-vous à penser retourner au pays ?

R.: Toujours. J'ai déposé ma demande de passeport en octobre dernier. Mon avocat à Casablanca a déjà demandé mon Acte de Naissance, car je suis citoyen marocain et non brésilien, comme l'avaient prétendu les autorités pour justifier mon expulsion. Le Roi Hassan II a annoncé que tous les exilés peuvent rentrer, et seul le blocage du Ministère de l'Intérieur m'en empêche. D'une certaine façon, mon retour est lié à la démocratisation de la vie politique au Maroc.

Q.: Quelle est la priorité, le changement politique ou le développement économique et social ?

R.: L'économie a vécu une explosion de capitalisme sauvage sans les garanties de l'Etat de Droit, marquée par la corruption, la spéculation et le pouvoir du narcotrafic. En final, les graves inégalités et le manque de démocratie peuvent déboucher sur une explosion sociale dont profiteraient les radicaux intégristes. Comme cela s'est passé en Algérie en 1988. La démocratie est la seule barrière qui peut contenir la marée islamiste dans sa version la plus fanatique.

Q.: Quel est le rôle du Roi dans le processus démocratique marocain ? Croyez-vous qu'il suivra le modèle de la transition espagnole ?

R.: On ne peut transposer entièrement au Maroc l'expérience espagnole, bien qu'elle puisse servir d'inspiration. Hassan II a démontré sa volonté de changer la situation politique en offrant le poste de Premier Ministre à l'opposition. Mais sans la démantèlement de l'appareil féodal qui persiste encore au Maroc, il sera très difficile que les réformes puissent prendre corps. Dans une certaine mesure, le Roi doit assumer le rôle d'arbitre entre les partis du mouvement démocratique et les forces politiques qui ont défendu l'ancien système.

Q.: Ces trois années d'exil vous ont-elles également fait changer d'opinion sur le Sahara ?

R.: J'ai défendu l'auto-détermination du peuple sahraoui et je continue à le faire. Aujourd'hui le Maroc accepte le référendum organisé par l'ONU et, personnellement, je souhaite qu'il puisse être mené à son terme. Malheureusement, les blocages à la consultation populaire sont trop importants pour une raison simple: les questions du référendum sont trop absolues car ou l'on perd ou l'on gagne tout. Il serait préférable d'ouvrir une voie de dialogue sous les auspices de l'ONU pour que les deux parties parviennent à un compromis: une solution de type Confédération démocratique entre le Maroc et le Sahara. Si le référendum continue d'être bloqué, je ne vois aucun problème pour le dialogue.

Q.: Le dialogue pourrait-il également servir pour Ceuta et Melilla ?

R.: Il doit y avoir un accord entre pays démocratiques, et le Maroc ne l'est pas encore tout à fait. Melilla pourrait être intégrée dans une région autonome du Nord du Maroc, ayant des relations spéciales avec l'Andalousie. Mais le cas de Ceuta est différent du fait de sa situation stratégique dans le Détroit. Un Maroc démocratique devra parvenir à un accord avec l'Espagne pour doter Ceuta d'un statut de ville libre et neutre, liée à une souveraineté de Rabat très limitée, dans lequel les citoyens espagnols et marocains décident de leurs affaires internes.

Interview par Juan Carlos SANZ